

**LES FAITS SAILLANTS DE LA CMPCRC:****LUNDI 16 MARS 2015**

La troisième Conférence des Nations Unies sur la prévention des risques de catastrophe a poursuivi ses délibérations avec deux tables rondes ministérielles sur les thèmes "Gouvernance des risques de catastrophes: Surmonter les défis" et "Prévention des risques de catastrophes en milieu urbain". Un dialogue de partenariat de haut niveau s'est déroulé dans l'après-midi sur le thème "L'investissement sensible au risque: les partenariats public-privé".

Des séances de travail ont abordé plusieurs sujets dont, notamment, le tourisme résilient et la préparation à la relocalisation induite par la catastrophe. La Banque mondiale, le gouvernement du Japon et des partenaires ont organisé un round spécial de la série des Dialogues sur la résilience, explorant les voies et moyens d'accroître et de soutenir le financement et la mise en application des programmes de prévention des risques de catastrophes et des risques climatiques en vue de faire avancer les objectifs de résilience de l'après-2015.

Dans la soirée, deux remises de prix distincts ont eu lieu, en reconnaissance aux réalisations dans le domaine de la PRC et celui du film documentaire.

LA GRANDE COMMISSION

Après une journée pleine de "consultations informelles", la Grande Commission s'est réunie de nouveau en fin d'après-midi, pour nettoyer, autant que possible, le texte, de manière à laisser du temps à la discussion de la déclaration politique proposée. Plusieurs modifications y ont été adoptées au texte, mais les questions de coopération internationale, de transfert de technologie, de la référence aux droits de l'homme et au droit au développement, ainsi que celle de la RCMD, étaient encore en suspens en début de soirée. Les discussions se sont poursuivies jusqu'à tard dans la nuit.

L'ECHANGE DE VUES GENERAL

Les délégations nationales: Les délégués ont présenté, durant toute la journée, des déclarations officielles soulignant les mesures nationales prises dans le domaine de la PRC.

La Hongrie a souligné l'importance de la coopération transfrontière, citant une coopération fructueuse avec la Slovaquie et la Croatie pour limiter les dommages découlant des inondations causées par la rivière Mura en 2014. Israël a déclaré que l'assistance dans les domaines de la PRC, dans les mesures de riposte et dans l'action de rétablissement, doit se faire sur une base mutuellement convenue. L'Ethiopie a parlé des liens entre la PRC et le programme plus large de développement pour l'après-2015, s'engageant fortement à la réussite de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba, juillet prochain.

Nombre de délégués ont exprimé leur soutien au Vanuatu, dans ses efforts à surmonter les ravages causés par le cyclone tropical Pam.

Les organisations intergouvernementales et autres: Les représentants d'organisations intergouvernementales et autres organisations ont présenté, tout au long de la journée, des déclarations officielles. Le Haut Représentant des Nations Unies pour les PMA, les pays en développement enclavés et les PEID a déclaré que la reconnaissance du cadre post-2015 pour la PRC, des situations particulières de ces pays

vulnérables, est encourageante, et a signalé que l'édition 2015 du Rapport d'évaluation mondial sur la PRC a constaté que les pertes annuelles futures qui seront enregistrées dans les PEID s'élèveront à près de 20% de leur dépenses sociales totales.

LES TABLES RONDES MINISTERIELLES

Gouvernance des risques de catastrophes - Surmonter les défis: María del Pilar Cornejo, secrétaire d'état, ministère de la gestion des risques, Equateur, a présidé la table ronde, invitant les ministres à partager leurs expériences nationales dans le domaine de la promotion de politiques de PRC. De nombreux intervenants ont exposé les mesures législatives et politiques prises dans leurs pays pour soutenir la préparation et la riposte aux catastrophes, au niveau national, ainsi que la création de structures chargées de renforcer la préparation au niveau des districts et au niveau des villages. Plusieurs pays ont souligné la nécessité d'un leadership fort et de l'engagement communautaire, la réduction de la pauvreté, l'engagement du secteur privé, le développement des systèmes d'alerte précoce, la prévention et l'atténuation du, et l'adaptation au, changement climatique. Les dirigeants des institutions des Nations Unies ont mis l'accent sur la responsabilité, l'équité et la mise en application de la législation, comme étant des éléments essentiels de la PRC et de la GRC.

Le Soudan a souligné les conséquences négatives de la dégradation des terres et de l'érosion de la biodiversité dans les catastrophes. Maurice a souligné les mesures de préparation nationales et régionales, y compris la création d'un fonds de sécurité alimentaire, d'un centre d'échange de données sur les changements climatiques pour la région de l'océan Indien et d'une enveloppe d'options d'adaptation pour les collectivités locales. Le délégué des Emirats arabes unis a déclaré que la coopération entre tous les organismes gouvernementaux et les ONG est la meilleure façon de réussir la gouvernance des risques de catastrophe. L'Espagne a déclaré que le renforcement des capacités est un élément "irremplaçable", signalant que son système de protection civile est intégré dans l'administration de l'Etat. Le Saint-Siège a déclaré que les traditions religieuses et culturelles sont de riches sources de résilience, et que le résultat de la conférence devrait mentionner non seulement les traditions religieuses autochtones mais aussi d'autres traditions. L'Union africaine a indiqué qu'il y a une appréciation et une volonté politique accrues en faveur de la PRC dans sa région, la plupart des bureaux nationaux de PRC étant établis au sein du cabinet du Président ou du Premier ministre.

Prévention des risques de catastrophes en milieu urbain: Pravin Jamnadas Gordhan, ministre de la gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles, Afrique du Sud, a présidé la session, soulignant que l'évolution de l'urbanisation présente de nouveaux défis aux décideurs politiques, et que les enseignements tirés doivent être intégrés dans les processus de planification à venir.

Les ministres et représentants de haut niveau ont ensuite examiné l'importance d'établir des codes et de planifier l'occupation des terres de manière efficace, signalant que les citoyens les plus vulnérables sont les premières victimes des catastrophes. Beaucoup ont parlé des risques posés aux zones urbaines par des catastrophes liées au climat, le Ghana demandant des plans conformes à la PRC. La Chine a attiré l'attention sur le plan d'adaptation de son pays, qui contient des



stratégies pour passer à des sources d'énergie verte. Le Brésil a parlé des mesures nationales visant à traiter les risques urbains, y compris "l'urbanisation des favelas".

Parmi beaucoup d'autres intervenants, l'Ouganda et le Ghana ont appelé à la décentralisation des industries et à des équipements urbains, tandis que le délégué de Trinité-et-Tobago a mis en exergue le travail du Ministère du peuple du pays dans l'encouragement d'une approche de résilience axée sur l'être humain. Le délégué de l'Égypte a partagé l'expérience de son pays dans la planification urbaine, y compris la mise en place d'une politique de mise à niveau urbaine, menée par le gouvernement, et la mise en œuvre d'une taxe immobilière utilisée pour la mise à niveau des établissements ruraux. Le Japon a partagé l'expérience de la reconstruction la ville de Hyogo, après le séisme de 1995, mettant en relief la restauration des moyens de subsistance et les activités de préparation, y compris l'engagement de la communauté dans des exercices de préparation.

D'autres intervenants, dont la Zambie, la Jordanie, le Népal et Madagascar, ont parlé de l'intégration des politiques de PRC dans les processus de planifications urbaines et nationales, et de la nécessité de partenariats public-privé pour encourager l'investissement dans une infrastructure résiliente face aux catastrophes. ONU-Habitat a souligné l'importance de l'autonomisation des autorités locales et de la sensibilisation des résidents urbains.

DIALOGUE DE HAUT NIVEAU SUR LE PARTENARIAT

Investissement sensible aux risques - Partenariats public-privé: Le président Fuat Oktay, Autorité près du Premier ministre, chargée de la gestion des urgences et des catastrophes, Turquie, a présenté le dialogue, soulignant que des partenariats public-privé solides peuvent faire de la PRC une force motrice pour le développement durable.

La conférencière principale, Gaëlle Olivier, AXA Asia, a signalé qu'aujourd'hui, le nombre des catastrophes annuelles est cinq fois plus important qu'il y a 50 ans et que les coûts ont décuplé. Elle a indiqué que le secteur américain de l'assurance est de 30 milliards de dollars d'actifs sous gestion, ce qui représente un tiers des actifs mondiaux. Elle a souligné que le secteur doit être plus actif en travaillant, avec le gouvernement et les organismes de réglementation, à investir de manière responsable, à travers, notamment, une meilleure compréhension, une meilleure prévention et une meilleure gestion des risques.

Dans une table ronde, modérée par le journaliste David Eades, de hauts représentants publics et privés ont convenu de l'importance cruciale des partenariats public-privé pour la concrétisation de la PRC et la gestion de la récupération pour "reconstruire en mieux", étant donné que chaque dollar du contribuable investi pourrait mobiliser entre 3 \$ et 8 \$ du secteur privé. Les participants ont signalé qu'il existe de fortes incitations pour encourager le secteur privé à rechercher des partenariats, vu l'augmentation des coûts, due aux interruptions des chaînes d'approvisionnement dans une économie mondialisée, et ont souligné que le renforcement de la confiance entre les gouvernements et le secteur de l'entreprise est crucial. Ils ont souligné la nécessité pour le secteur public "d'établir des codes" pour un cadre de résilience face aux catastrophes, et pour le secteur privé, d'envisager un rôle efficace dans l'investissement visant à s'assurer de la continuité des activités devant être menées après une catastrophe.

LES SESSIONS DE TRAVAIL

Vers un secteur touristique résilient: Veronica Pedrosa, correspondante de médias, a modéré cette session. Dans son allocation programme, Thomas Silberhorn, ministre fédéral de la coopération et du développement économique, Allemagne, a appelé à l'intégration de l'industrie du tourisme, en tant que partenaire du secteur privé, dans tous les processus de PRC et GRC.

Les conférenciers ont ensuite souligné la nécessité d'intégrer le secteur du tourisme dans le cadre post-2015 pour la RRC, et ont entendu un exposé sur la stratégie nationale de l'Australie, pour la résilience aux catastrophes. Ils ont également raconté comment Cuba, en dépit de la faiblesse de son économie, est parvenu à mettre en œuvre de nouvelles mesures de préparation aux catastrophes dans le processus de récupération après les dégâts causés par les grosses tempêtes, et ont parlé de l'expérience de Samoa dans l'établissement d'un système d'alerte précoce surveillant le changement climatique, pour communiquer efficacement aux touristes, les risques potentiels. Les conférenciers ont également présenté un exposé sur le rôle de l'industrie de l'hôtellerie dans les catastrophes, évoquant l'Initiative 'Resilient Hôtel', qui vise à mettre en place un système vérifiable permettant aux hôtels et centres de villégiature d'être mieux préparés et résilients face aux catastrophes. Les participants ont soulevé des questions, entre autres, sur la manière de renforcer la résilience dans l'industrie du tourisme

face au terrorisme, sur l'engagement de l'industrie de l'assurance dans la promotion de la résilience, et sur l'élaboration d'une approche multisectorielle dans le traitement des catastrophes.

Préparation à la relocalisation induite par une catastrophe: La session a été présidée par Nadeem Ahmed, lieutenant-général et ancien président de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes, Pakistan. Introduisant la session, il a souligné que la délocalisation est souvent l'élément le plus difficile de la PRC et de la riposte à une catastrophe. Les conférenciers ont convenu que la relocalisation prévue, que ce soit avant ou après la catastrophe, doit être une mesure de dernier recours, dans le cadre d'une stratégie globale de PRC et de développement, et non comme mesure isolée. William Lacy Swing, directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, a souligné que les déplacements accrus des populations nécessitent un accent plus prononcé sur la mobilité et la réinstallation dans le cadre post-2015 pour la RRC. Alexander Pama, Conseil national pour la gestion de la prévention des risques de catastrophe, Philippines, a partagé des exemples concrets de la façon dont l'amélioration des évaluations des risques avant les catastrophes a guidé les décisions des autorités dans les relocalisations temporaires induites par les typhons. Les participants ont également souligné l'importance de fournir un soutien aux moyens de subsistance et de ne pas créer de nouvelles vulnérabilités socio-économiques sur les lieux de la relocalisation, soulignant que, "le transfert prévu n'est pas uniquement une affaire de logement". D'autres ont souligné l'importance des cadres juridiques, d'une approche fondée sur les droits, de la participation et du renforcement des capacités des autorités et des communautés locales. Sanjula Weerasinghe, Université de Georgetown, a souligné la nécessité de directives internationales pour une réinstallation planifiée, en particulier dans le contexte de la lutte contre le changement climatique et de l'adaptation. Les participants ont également partagé leurs expériences de relocalisation au Pakistan, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Syrie et dans d'autres endroits.

LA CÉRÉMONIE DE REMISE DE PRIX

Prix du meilleur film documentaire: Veronica Pedrosa, correspondante de médias, a organisé l'événement et a annoncé les gagnants de la première édition du Prix international du meilleur documentaire télévisé sur la PRC, sous l'égide de l'UNISDR, l'Union de radiodiffusion asiatique et de l'Union européenne de radiodiffusion. Parmi douze films retenus, quatre ont été sélectionnés comme gagnants. "Reconstruire Sichuan" de Discovery Channel a remporté la catégorie Prix du Meilleur Documentaire TV, alors que "The Miracle Kamaishi" par la NHK (Japanese Broadcasting Corporation) a remporté le prix de la meilleure histoire humaine. Le prix de la meilleure histoire d'investigation a été partagée par "Il est temps" du Réseau GMA des Philippines et "la Grande-Bretagne sous l'eau" par Panorama de la BBC. Le prix du meilleur documentaire innovant est allé à "Vétérinaires en zone de catastrophe" par Dragonfly productions cinématographique et télévisuelle. La cérémonie a comporté des camions remorques pour la projection des films en compétition, par catégorie.

Prix du risque: Walter Ammann, Global Risk Forum, a présenté la cérémonie 2015 de remise des prix et Margareta Wahlström a décrit la façon dont le prix reconnaissait l'innovation axée sur la communauté, partie essentielle de la gestion des risques à l'avance. Thomas Loster, Fondation Munich Re, a informé les invités que de nombreux projets innovants ont été soumis parmi les 145 demandes provenant de 62 pays. L'Institut All India de l'autonomie locale, a remporté le prix 2015 pour son projet associant les femmes des communautés des bidonvilles des collines et abords des rivières à Pune, en Inde, dans la conduite de l'auto-évaluation et de la planification de la prévention des risques, et utilisant des outils visuels participatifs.

DANS LES COULOIRS

De nombreux délégués ont exprimé l'espoir de voir les consultations informelles de lundi permettre de "sortir de l'impasse", soulignant la nécessité d'une appropriation du produit final: Pour reprendre les mots d'un délégué, "Si vous voulez un cadre mondial, vous devez avoir un assentiment mondial". Un délégué chevronné est resté convaincu que les questions discutées tout au long du processus préparatoire, y compris le texte sur les territoires occupés, n'allait pas être faciles à résoudre ici. Au sujet du contenu, un négociateur a fait remarquer qu'il n'est pas sage de "mettre trop d'éléphants dans la même pièce", une référence voilée aux tentatives d'inclusion dans le cadre, d'approches de la gestion des risques de catastrophe, fondées sur les droits humains.

Avec seulement deux jours restants et des discussions à huis clos toujours en cours, un délégué a confié que "les attentes ne seront pas toutes satisfaites".